

Le néolibéralisme stimule le trafic des esclaves

Partage international n° 279 - Novembre 2011

par Ignacio Ramonet

Paris (France)

Deux siècles après l'abolition de l'esclavage, nous assistons à la réintroduction d'une pratique abominable : la traite des êtres humains.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 12,3 millions de personnes chaque année sont piégées par des réseaux liés au crime international et contraintes au travail forcé dans des conditions inhumaines. Les femmes sont souvent victimes d'exploitation sexuelle tandis que d'autres servent de domestiques.

Ces pratiques se développent pour satisfaire la demande d'une main-d'œuvre bon marché dans des secteurs comme l'hôtellerie, la restauration, l'agriculture et le bâtiment.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a consacré deux jours à ce sujet lors de sa dernière conférence internationale à Vienne, fin juin 2011. Bien que le phénomène soit international, divers spécialistes ont affirmé que le fléau du travail forcé se développe également dans l'Union européenne (UE). Les syndicats et les organisations du travail estiment qu'en Europe des centaines de milliers de travailleurs sont soumis à l'esclavage.

Esclave au sein même de l'Europe

Dans certains pays de l'UE, les immigrés se retrouvent piégés dans les réseaux de différentes mafias. Ils travaillent dans des conditions dignes des esclaves d'autrefois. Un rapport de l'OIT révèle qu'au sud de Naples, 1 200 ouvriers agricoles sans-abri travaillent 12 h par jour dans des serres, sans contrat et pour un salaire misérable. Ils sont gardés par des milices privées et vivent dans ce qui ressemble à un camp de concentration. Ce « camp de travail » n'est pas le seul en Europe ; des milliers et des milliers d'immigrés sans-papiers subissent le même sort : selon plusieurs syndicats, cette forme de travail forcé concerne près de 20 % de la production agricole.

Le modèle économique dominant est en grande partie responsable de l'expansion de la traite des êtres humains. Depuis trois décennies, il dévaste les niveaux les plus fragiles de la société et crée une concurrence féroce entre travail et capital. Au nom du libre-échange, les multinationales produisent là où le travail est le moins cher et vendent là où le coût de la vie est plus élevé. Le nouveau capitalisme a fait de la compétitivité son moteur principal et provoqué une « marchandisation » du travail et des travailleurs. La mondialisation procure d'énormes avantages à quelques privilégiés et impose aux autres de subir un dumping social à l'échelle planétaire.

Pour l'emploi, le résultat est désastreux. Ainsi, en France, au cours des vingt dernières années, ce phénomène a provoqué la destruction de plus de deux millions d'emplois industriels. Certains secteurs en Europe, avec la pénurie chronique de main-d'œuvre, ont tendance à utiliser des travailleurs sans-papiers, ce qui favorise le trafic de travailleurs réduits en esclavage par des réseaux clandestins. De nombreuses études apportent la preuve que des travailleurs agricoles migrants sont « vendus » ou « achetés ».

Malgré les nombreux outils du droit international pour lutter contre ces crimes, et la multiplication des déclarations de responsables politiques pour les condamner, il est peu probable que les pouvoirs publics mettent un terme à cette pratique. En réalité, les lobbies de l'industrie et du bâtiment, et les grands exportateurs agricoles exercent une pression constante sur les gouvernements pour qu'ils ferment les yeux sur le trafic des travailleurs sans-papiers. Les industriels (soutenus par la Commission européenne) ont toujours encouragé l'immigration massive car elle diminue le coût du travail.

La « servitude légale » se développe

Les trafiquants d'êtres humains ne sont pas les seuls à exploiter le travail des esclaves : une forme de « servitude légale » se développe. Ainsi, en février 2010, en Italie, Fiat a lancé à ses travailleurs un incroyable ultimatum : accepter de travailler plus, pour moins d'argent, dans des conditions dégradées, faute de quoi la société délocaliserait en Europe orientale. De peur d'être licenciés et terrorisés par les conditions de travail en Europe de l'Est avec ses salaires très bas et l'absence de week-end, 63 % des travailleurs de Fiat ont voté pour leur propre

exploitation.

En Europe, beaucoup d'employeurs, profitant de la crise, tentent d'instaurer des formes similaires de « servitude légale », en menaçant leurs travailleurs de les mettre en concurrence avec la main-d'œuvre bon marché dans des pays lointains.

Si nous voulons éviter cette forme de régression sociale corrosive, nous allons devoir commencer à remettre en question le fonctionnement actuel de la mondialisation - et entreprendre le processus de démondialisation.

1. Conférence organisée par l'Alliance contre le trafic humain.
2. Voir le Rapport annuel 2010 de l'OSCE.
3. Voir le Rapport : Le coût de la coercition, BIT, Genève, 2009.

Auteur : Ignacio Ramonet,

Sources : IPS

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()